

Ecrit par le 3 juillet 2026

MIN de rien, l'ancienne économie n'est pas morte !



A l'heure où [le commerce en ligne triomphe et met à genou nombre de distributeurs](#), les MIN (Marchés d'Intérêts Nationaux) pourraient apparaître comme une survivance du passé, voire une anomalie. Mais que nenni ! Dans notre région ils sont plusieurs à faire quotidiennement la démonstration que l'ancienne économie n'est pas morte et qu'elle a même consolidé ses positions. Qui l'eut cru ?

Créé par le Général (de Gaulle) au début des années 60, les MIN (une vingtaine en France et cinq en Provence-Alpes-Côte d'Azur*) sont un modèle d'interventionnisme de l'État original et très intéressant. Loin des modèles collectivistes et de leur planification aussi imbéciles qu'inutiles, il s'agissait au sortir de la deuxième guerre mondiale de rationaliser et moderniser les circuits de distribution alimentaire. L'enjeu était de taille, il fallait nourrir les habitants des grandes villes dont les populations se

Ecrit par le 3 juillet 2026

développaient à la vitesse grand V.

Une simple place de marché pour les professionnels

L'idée des MIN est simple, et c'est ce qui en fait sans aucun doute son succès. Il s'agit, dans une unité de lieu et sur un temps donné, de mettre en relation des vendeurs, en l'occurrence des producteurs, avec des acheteurs, commerçants, restaurateurs, grossistes... Une simple place de marché pour les professionnels, où on laisse justement le marché organiser son activité. Les MIN bénéficient d'un statut juridique particulier, et aujourd'hui, bien que leur autorisation d'exercice relève toujours d'un décret du Premier Ministre, les régions en sont, depuis 2004, les collectivités de tutelle. Chaque MIN a la possibilité de choisir la structure de gestion qui lui convient le mieux, souvent une régie municipale (forme de délégation de service public).

Là, la vente en ligne ne peut pas s'aligner

Grâce à ce modèle original, cet acteur économique, incontournable dans la filière des produits frais, est autonome et indépendant. Et la différence des autoroutes, ces petites pépites de notre économie nationale ne sont pas cessibles...

Certes, ce type de commerce nécessite de se lever dès poltron minet, entendez par là 3h00 du matin, quand même. Mais on peut y voir, y sentir, voire y goûter les produits proposés par les producteurs. Là, la vente en ligne ne peut pas s'aligner... Et puis il y a les rapports humains qui restent fondamentalement indispensables à toute vie en société.

Les MIN reste un canal de distribution qui compte

Mais tout n'a pas toujours été facile. Au milieu des années 70, avec le développement de la grande distribution, qui a créé ses propres filières, les MIN ont perdu beaucoup de terrain. On leur prédisait même une fin inéluctable. Mais ils ont résisté et se sont adaptés en jouant la carte de la qualité et des produits locaux.

Les MIN reste un canal de distribution qui compte, aux côtés de la grande distribution et des circuits courts. Aujourd'hui, 35 % des produits alimentaires frais y transitent, contre 80 % dans les années 60. Ils sont un contre point nécessaire aux évolutions actuelles du commerce et de la distribution. Et franchement il y a quelque chose de réconfortant dans ce modèle.

**Avignon, Cavillon, Chateaurenard, Marseille et Nice*

Pour en savoir plus

[Min de Cavillon : 2024 sera portée sur l'innovation, l'investissement et le territoire](#)

[ECOMIN, le poumon vert et économique d'Avignon n'en finit pas de se régénérer](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

60e Salon de l'agriculture : « 1% seulement de paysans pour nourrir 68 millions de Français »



En présence de nombreux invités, Dominique Santoni s'est félicitée de la taille du stand Vaucluse au coeur de l'espace de la Région Sud au Salon international de l'agriculture à Paris : « 192m2, jamais il n'a été aussi grand. Mais jamais non plus, les difficultés que traversent les paysans n'ont été aussi grandes ! Et si l'effectif pèse peu, 1% de la population française, il pèse

Ecrit par le 3 juillet 2026

lourd dans le cœur des Français et surtout, il les nourrit. »

« Ce stand c'est notre façon à nous de dire 192 fois aux agriculteurs que nous les aimons et que nous les soutenons, a déclaré Dominique Santoni, présidente du [Département de Vaucluse](#). Il faut leur proposer des salaires décents, une simplification administrative et arrêter les contrôles tatillons et intempestifs. » Dans ce Village des Saveurs, fontaine de pierre et épicerie fine mettent en valeur 175 références de confiseries, miels, huiles d'olive, charcuteries, conserves, pâtés, confitures, vins, biscuits, sirops, tisanes, nougats, viandes, bières et chocolats...



L'espace des jus Kookabarra

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'espace des bières Ocria

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'Étable du Comtat

©Département de Vaucluse

Le Vaucluse, une terre agricole

« Grâce à eux, c'est tout un art de vivre qui tient en quatre mots : manger bien et boire bon, ajoute la présidente du Département. L'agriculture façonne nos paysages, elle donne une âme à la ruralité, elle permet au Vaucluse d'être la 1^{er} terre nourricière de la [Région Sud](#). Notre département compte 5 200 exploitations. Grâce à son travail, chaque paysan nourrit 108 vaclusiens. D'ailleurs, nous consacrons 6,3M€ pour soutenir cette politique agricole et forestière, promouvoir la Fraise de Carpentras, le raisin Muscat du Ventoux ou la Cerise des Monts de Venasque. Nous avons mis en place le 'Plan Eau' pour atténuer les effets du changement climatique, nous protégeons le foncier agricole et luttons contre les friches, nous favorisons le pastoralisme et l'installation des jeunes agriculteurs (54 depuis la création du dispositif 'Graine d'avenir'). Avec 'Agrilocal.fr' 9000 repas par jour sont servis en circuits courts dans les cantines des 32 collèges du département. 'Terroirs en Fête', à l'Arbousière en juin, attire plus de 10 000 visiteurs chaque été. Le chef étoilé de La Mirande, [Florent Pietravalle](#) est en couverture d'un numéro de 'la revue gastronomique *Masterchef*'. Enfin, n'oublions pas que nous comptons 42 IGP et 74 AOP, c'est

Ecrit par le 3 juillet 2026

dire le niveau d'excellence de nos productions labellisées. »

En l'absence de [Renaud Muselier](#), le patron de la Région Sud pour raison de santé, c'est le président délégué, le maire de Nice [Christian Estrosi](#) qui a pris la parole : « Le Sud, ses 20 000 exploitations, ses maraichers, ses vigneron, ses 3Mds€ de chiffre d'affaires, son mimosa, sa truffe, son huile d'olive, sa pôle position mondiale en vin rosé, il fait rêver. Comme le Vaucluse, ses paysages, ses cerises, ses fraises et ses melons. »

Christian Mounier, fils de paysans et conseiller départemental vauclusien en charge de l'agriculture insiste : « Les plus grands défenseurs de l'environnement, ce ne sont pas les écologistes, mais les cultivateurs. Et toute la société leur est redevable. Ils nous nourrissent. Il faut les accompagner dans la diversification des cultures avec par exemple des pistaches ou des amandes. »



Inauguration de l'espace de la Région Sud.

Le Vaucluse, bien représenté au Salon de l'agriculture

Ecrit par le 3 juillet 2026

Au fil des déambulations dans le Village de Vaucluse, on tombe sur la [Confrérie de la Fraise de Carpentras](#) qui a intronisé François Hollande, Gérard Larcher ou le chanteur Patrick Hernandez (*'Born to be alive'*). Ou sur le [Domaine de Mayol](#), installé sur 40 hectares en Luberon. Détenu depuis l'an 910 par la même famille Viguiier, 100% bio qui exporte 40% de ses 150 000 à 200 000 bouteilles.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Bernard Viguier du Domaine de Mayol

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Alexandre de Zordi de la Brasserie artisanale du Mont Ventoux

Un peu plus loin, une cave à bières, la [Brasserie artisanale du Ventoux](#) d'[Alexandre de Zordi](#), créée en 2015 à Carpentras et qui vient d'obtenir une médaille d'or au Concours Général Agricole pour sa canette 'Altitude 1050', brassée avec du malt d'orge et de blé, blonde, ambrée, fruitée qui titre 4,5°. « Elle a du goût et elle désaltère, dit-il. Et nous sommes une petite équipe, avec Corinne, Christophe, Hervé et Emmanuel. Notre chance, c'est la qualité de notre eau de source qui est d'une totale pureté. On en produit 4 500hl /an et notre chiffre d'affaires est de 1,5M€. »

[A lire également : '136 vins vauclusiens médaillés d'or au Concours général agricole'](#)

Une nouvelle venue au Salon de l'agriculture de Paris : [Laurence Castelain](#) et sa [Chocolaterie](#) éponyme. « Avec notre Team 84, on fait bloc, on joue collectif avec une gamme à l'accent provençal, comme la fraise de Carpentras ou l'ail de Piolenc, explique-t-elle. Plus on est nombreux, plus on a de la valeur ajoutée. » Elle qui travaille aussi avec les jus de fruits [Kookabarra](#) ou l'apiculteur de Gault [David Ganet](#) qui expose à Paris ses miels d'acacia, de châtaignier et de lavande. Il commercialise entre 3 et 6 tonnes de miel par an.

Aurélie Ricard est présente aussi Porte de Versailles. Venue de Montfavet où sa [fabrique familiale de rideaux en perles de buis](#) date de 1909. 115 ans de savoir-faire qui innove et devient furieusement tendance dans la décoration intérieure. Elle travaille avec architectes et designers. « Je viens de collaborer avec la maison Hermès pour un défilé de mode organisé à la Villa Noailles à Hyères, ce qui me donne une sacrée visibilité », se félicite-t-elle. Elle qui exporte aux USA comme à Dubaï et dont le chiffre d'affaires à 2 chiffres a explosé de + 20% l'an dernier.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Laurence Castelain de la Chocolaterie Castelain

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Aurélie Ricard des Rideaux en perles de buis

Le président des Vignerons Indépendants de Vaucluse, [Thierry Vaute](#). Ce modèle représente 60% de la production viticole française. « Des vins d’auteurs signés par des artisans engagés », qui se doivent, dit-il, « de permettre aux vignerons de passer le cap des années de crise que nous traversons, de recalibrer l’offre notamment dans le vin rouge dont la filière est en souffrance et de soulager la trésorerie exsangue des caves frappées par l’inflation. »

Enfin dans le Stand ‘Interfel’ (l’Interprofession qui soutient et développe la consommation de fruits et légumes frais), conférence de presse sur la cerise des Côteaux du Ventoux, la 1^e et seule cerise reconnue IGP en France depuis 2021 par la Commission européenne. Elle regroupe une cinquantaine de producteurs sur 300 hectares avec un potentiel de 3 000 tonnes de Burlat, Bigalise et Sweetheart. René Reynard insiste sur la nécessité de mise en place d’un ‘Plan Cerise’ avec des orientations pour les producteurs et il donne rendez-vous le 16 mai à Blauvac pour l’inauguration de la Stèle ‘Cerise des Côteaux du Mont-Ventoux IGP’ et le lancement de la campagne 2024.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Thierry Vaute, président des Vignerons Indépendants de Vaucluse

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

René Reynard, président de l'IGP Cerise des Côteaux du Ventoux

Dans un large sourire, Violaine Démaret a conclu devant les élus et les producteurs vauclusiens assemblés sur le stand Vaucluse : « Je tenais à être parmi vous pour vous dire ma grande fierté, mon immense admiration pour tout ce que vous faites. Vous êtes le talent de notre terroir. » Avant de conclure sous un tonnerre d'applaudissements : « Et surtout n'oubliez que je vous aime ! »

FDSEA 84 : « Les agriculteurs sont souvent écoutés, mais rarement entendus »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Pour sa 80^e Assemblée Générale à Orange, la **Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Vaucluse** a fait appel à Sylvie Brunel. Universitaire à la Sorbonne, ancienne présidente de Médecins sans Frontières et d'Action contre la faim, souvent clivante, elle ne mâche pas ses mots dans son irréfrenable défense des paysans.

À la tribune de la Salle Daudet, ce jeudi 22 février après-midi, celle qui a publié en 2017 [Plaidoyer pour nos agriculteurs](#) l'affirme : « J'ai vu leur colère monter depuis longtemps. » Il est vrai que les manifestations se sont succédé tout au long de l'année 2023. Les agriculteurs sont descendus dans la rue pour dénoncer le prix des poires payées 20 centimes aux producteurs quand les consommateurs les achètent 4,50€ le kilo. Pareil pour les éleveurs qui ont dénoncé le peu qu'ils gagnent pour un litre de lait vendu en grande surface.

Le 25 novembre dernier, ce sont les viticulteurs qui ont défilé à Narbonne pour afficher leurs doléances face à la concurrence déloyale d'importation de vins produits par nos voisins européens qui, eux, n'ont

Ecrit par le 3 juillet 2026

pas à se plier à des injonctions de normes aussi drastiques que les nôtres. Au début de l'année, on a vu les Jeunes Agriculteurs retourner les panneaux de signalisation à l'entrée des villes et villages pour montrer qu'on marchait sur la tête. Mais personne, dans les hautes sphères, n'a fait attention à ces signaux d'alarme.



Manifestation à Sablet. ©FDSEA de Vaucluse

Les agriculteurs, indispensables mais trop peu reconnus

« Depuis 40 ans, je travaille sur l'alimentation et je constate que la France totalise 500 labels AOP (Appellation d'origine protégée) et IGP (Indication géographique protégée), signes de qualité, ce qui est un record en Europe, ajoute Sylvie Brunel. La gastronomie française a été élevée au rang de 'Patrimoine culturel immatériel de l'humanité' par l'UNESCO en 2003. Grâce à nos paysages façonnés par nos paysans, nous sommes la 1^{re} destination touristique mondiale. Mais nos cultivateurs sont des chefs d'entreprises responsables, qui gèrent, s'endettent à vie pour rembourser leur tracteur high-tech, font

Ecrit par le 3 juillet 2026

face aux caprices de la météo, à la complexification des normes imposée par Bruxelles et démultipliée par les technocrates français dans leurs bureaux climatisés ».

« Nos cultivateurs ne sont pas que des jardiniers ou des décorateurs de la nature, ce sont des chefs d'entreprises. »

Sylvie Brunel

Elle poursuit : « Tout ce qu'ils demandent, c'est une reconnaissance, un respect et une vraie rémunération qui leur permettrait de vivre dignement de leur travail. Ils sont souvent écoutés, mais rarement entendus. Quelques chiffres frappent : un tiers de ce que nous consommons est importé et 1 Français sur 5 ne mange pas à sa faim. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

©FDSEA de Vaucluse

Des exploitations qui ferment

« Agriculteur : jeune, on en rêve, adulte, on en crève », c'est l'un des slogans de cette colère paysanne. La géographe continue : « Avec les satellites espions au-dessus de leurs parcelles, les paysans se font dézinguer s'ils ne plantent pas de fleurs. Alors qu'ils ont un rôle nourricier, politique, écologique. Depuis des décennies, ils s'adaptent en permanence, ils innovent, ils économisent l'eau, réduisent les intrants. Il faut absolument redresser 'La Ferme France'. On a perdu 100 000 exploitations en 20 ans, tous les ans, on enregistre 20 000 départs à la retraite, mais seulement 13 000 installations de jeunes, du coup les herbes poussent, la friche s'installe avec le risque d'incendie l'été. Alors, arrêtez de pourrir la vie des paysans qui sculptent notre environnement quand les végétaux réduisent les gaz à effet de serre et les arbres absorbent le carbone. »

« Grâce à l'amélioration de la qualité des fruits et légumes, notre espérance de vie a augmenté de 20 ans depuis l'après-guerre. L'alimentation est notre meilleure médecine. »

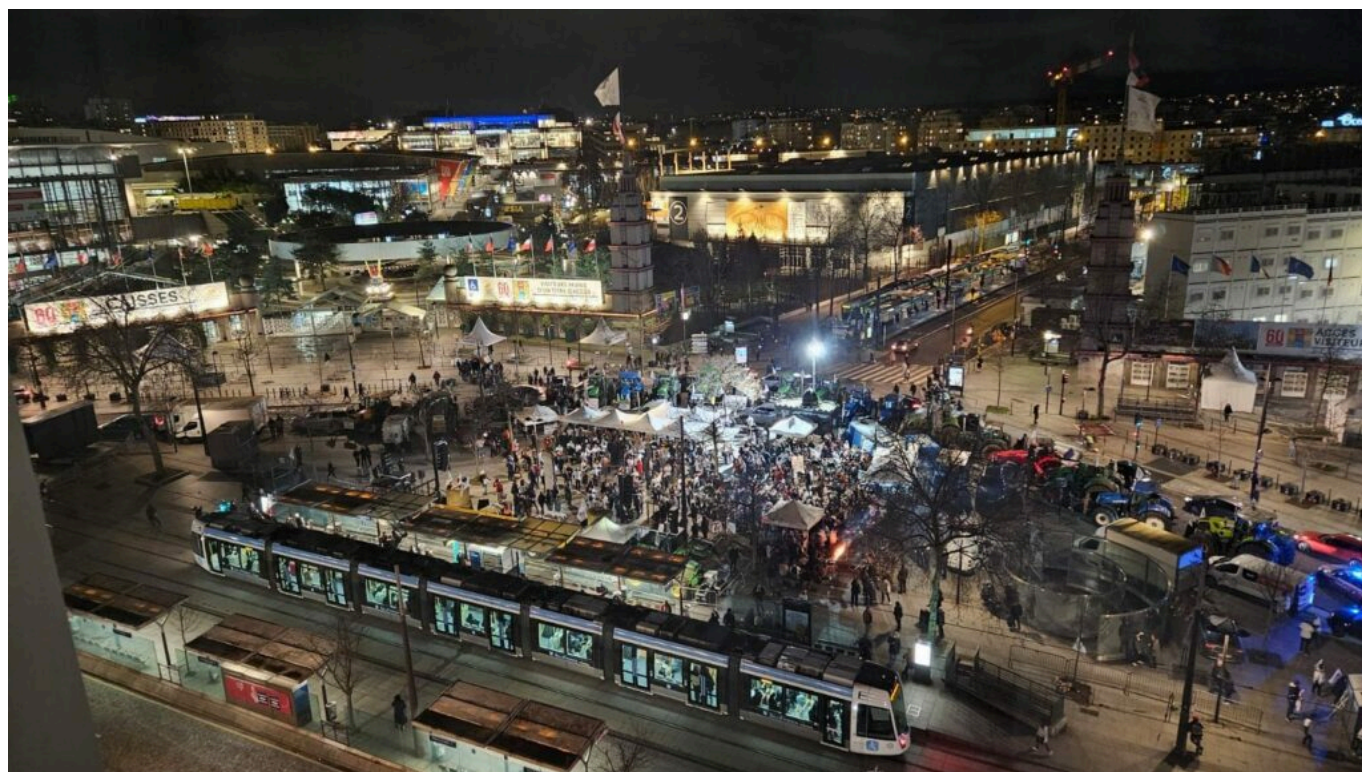
Sylvie Brunel

« Ils sont les orfèvres du végétal, soyons fiers de leur travail, 365 jours par an, sans RTT ni congés payés », conclut Sylvie Brunel. Elle qui a publié il y a quelques mois : [Nourrir — Cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre](#), chez [Buchet-Chastel](#)... Alors qu'en janvier dernier, une banderole sur un tracteur au péage d'Avignon Nord proclamait : « Nous voulons nourrir, pas mourir. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026



Les agriculteurs continuent de se rassembler devant l'entrée du Salon International de l'Agriculture.
©FRSEA Paca

**« Petit, est-ce que tu manges toute l'avoine
que tu gagnes ? »**

Ecrit par le 3 juillet 2026



Allez comprendre. Alors qu'ils exercent une activité qui nous ait totalement indispensable, qu'une majorité de français aime et soutient cette profession, les agriculteurs n'ont pas la considération qu'ils méritent, et en particulier économique. On parle même de déclassement social. Comme bien d'autres territoires, le Vaucluse est concerné par cette crise qui dure et qui ne semble jamais trouver de solutions.

On a tous des racines dans le monde agricole, et je n'y fais pas exception. Mon grand-père paternel était un éleveur et l'un de mes fils et sa compagne sont agriculteurs. D'ailleurs, il préfère qu'on l'appelle « paysan ». Autrefois péjorative, cette terminologie claque aujourd'hui comme une revendication : le respect du terroir avant tout.

« On aura toujours besoin d'agriculteurs pour nourrir les hommes »

Alors qu'il n'était encore qu'un jeune enfant, mon fils se vit poser la question par son arrière-grand-père : « qu'est-ce que tu veux faire comme métier plus tard ? ». Sans hésiter, il lâcha : « agriculteur ! ». On ne saurait avoir fait meilleur plaisir à cet aïeul qui voyait là une filiation salvatrice après deux générations d'égarément. Le grand-père ne s'empêcha pas de poursuivre, affirmant avec conviction : « Tu as raison on aura toujours besoin d'agriculteurs pour nourrir les hommes ». La sagesse de ceux qui ont travaillé dur ne s'est malheureusement pas vérifiée ou en tout cas pas de la manière dont ils l'entendaient.

“En fait, il ne faut pas chercher bien loin les causes de la crise du monde agricole : on s'est

Ecrit par le 3 juillet 2026

éloigné du bon sens.”

L’avoine que gagnent aujourd’hui nos agriculteurs est loin de les nourrir totalement

A un autre moment, alors que j’étais derrière mon ordinateur, pendant des vacances à la ferme, ce même grand-père, étonné que je travaille pendant mes congés, m’interrogea : « dis-moi, est-ce que tu manges toute l’avoine que tu gagnes ? Cette question, qui à l’époque m’avait beaucoup interpellé, résonne maintenant différemment. En effet, l’avoine que gagne aujourd’hui nos agriculteurs est loin de les nourrir totalement, c’est même eux qui en ont la plus petite part. En fait, il ne faut pas chercher bien loin les causes de la crise du monde agricole : on s’est éloigné du bon sens. Les agriculteurs comme d’autres métiers d’ailleurs, se trouvent à ne pas être du bon côté du manche alors que sans eux les industries agroalimentaires, les intermédiaires, la distribution ne sauraient exister. Un rapport de force qui serait juste et nécessaire de rééquilibrer.

Souvenons-nous, il n’y a pas si longtemps l’agriculture française était un des fleurons de notre économie nationale, un ambassadeur de notre excellence en matière alimentaire. Un secteur qui assurait à la France une balance commerciale excédentaire. Mais où avons-nous merdé ? Il est urgent que le bon sens conduise les décisions et les organisations mises en place. Le bon sens paysan évidemment, comme tous les grands-pères du monde sauraient avoir.

L’Association des maires de Vaucluse soutient les agriculteurs

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'association des maires de Vaucluse présidée par Pierre Gonzalvès a exprimé son soutien aux agriculteurs dans leurs revendications pour assurer l'avenir d'une activité essentielle au département. Les maires disent tout leur attachement à une agriculture vivante, rémunérant correctement ceux qui la servent. Ils réclament des réponses concrètes et le droit des agriculteurs d'être entendus par les autorités publiques françaises et européennes pour s'inscrire dans la pérennité. L'AMV souligne son lien indéfectible et la solidarité réciproque qui unissent tous les maires de France aux agriculteurs.

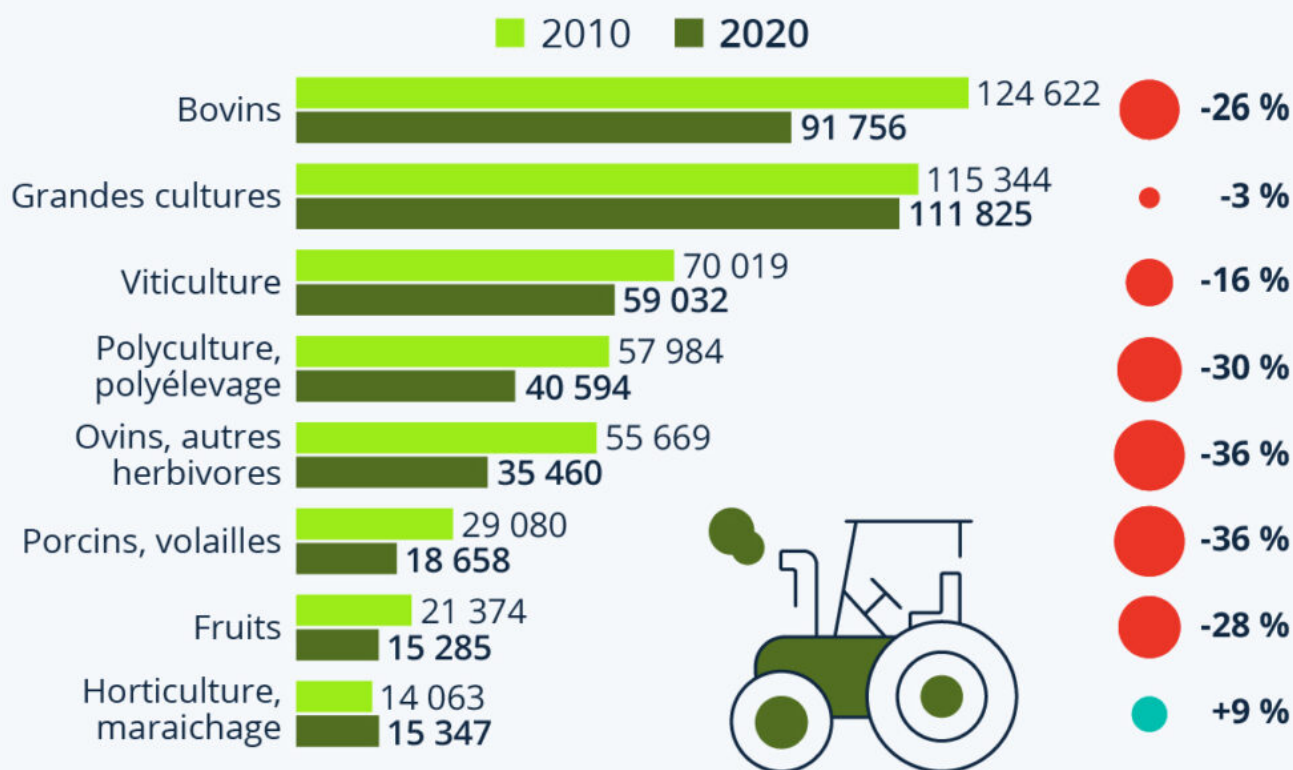
MH

La France a perdu près d'un quart de ses fermes en dix ans

Ecrit par le 3 juillet 2026

La France perd un quart de ses fermes en dix ans

Évolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2010 et 2020, par spécialisation



Source : Ministère de l'Agriculture



La mobilisation des agriculteurs continue dans toute la France. Selon les renseignements territoriaux, près de 800 tracteurs se trouveraient dans le bassin parisien, et aucune région du pays ne serait épargnée par les blocages des agriculteurs.

Leurs revendications sont multiples. Ils demandent que les lois EGalim, censées permettre aux

Ecrit par le 3 juillet 2026

agriculteurs de vivre dignement de leur travail en rééquilibrant les relations commerciales entre les producteurs agricoles et les [entreprises agroalimentaires](#), soient mieux appliquées et renforcées afin que les agriculteurs n'aient pas à vendre leur production à perte. De nombreux syndicats demandent également la fin de l'obligation par l'[Union européenne](#) de consacrer 4 % des terres arables à de la jachère ou à des infrastructures agroécologiques. Ils demandent aussi que les produits d'importation soient soumis aux mêmes normes que les produits français, afin d'éviter une concurrence jugée déloyale.

Comme le montre notre infographie, basée sur les données du plus récent [recensement agricole](#) du Ministère de l'Agriculture, la France a perdu plus de 100 000 exploitations entre 2010 et 2020. Ce sont les exploitations spécialisées dans l'élevage qui ont été les plus touchées : plus de 63 000 ont disparu en dix ans, soit près de deux tiers de la diminution totale. Les exploitations de petite taille ont particulièrement souffert. Le nombre de micro-exploitations a ainsi baissé de 31 %, tandis que celui des petites et moyennes exploitations a diminué de 21 %.

La surface agricole utile est par ailleurs restée stable, ce qui s'explique par l'agrandissement de la taille moyenne des exploitations agricoles : de 55 hectares en 2010 à 69 hectares en 2020, soit une augmentation d'environ 25 %. Les grandes exploitations (136 hectares en moyenne) sont les seules à avoir vu leur nombre augmenter : elles étaient 2 000 de plus en 2020 que dix ans auparavant.

Agriculteur : un métier en péril ?

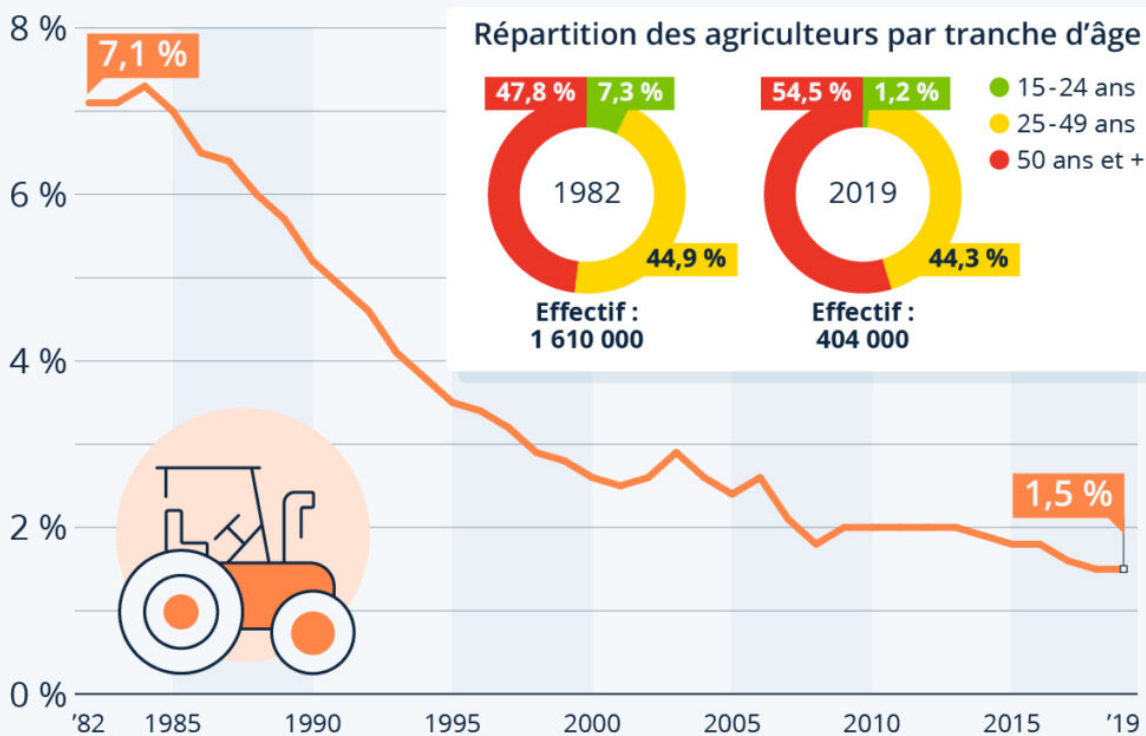
Alors que la grogne des agriculteurs se poursuit, le Premier ministre Gabriel Attal a reçu ce lundi 29 janvier soir les patrons des syndicats agricoles pour discuter de leurs revendications. Selon le ministère de l'Agriculture, de nouvelles mesures de soutien à la filière devraient prochainement être annoncées par le gouvernement. Dans le contexte de crise démographique inédite qui touche la profession, l'un des sujets les plus attendus est la réforme destinée à faciliter la transmission des exploitations agricoles. En effet, selon le dernier recensement publié par l'Insee, plus de la moitié des agriculteurs exploitants (55 %) sont aujourd'hui âgés de cinquante ans et plus. Ainsi, d'ici dix ans, on estime que la moitié des agriculteurs du pays auront cessé leur activité.

Depuis le début des années 1980, le nombre d'agriculteurs exploitants a déjà été divisé par quatre en France, selon les données de la dernière étude de l'[Insee](#) sur le sujet. Alors que la taille moyenne des [exploitations agricoles](#) a plus que doublé en quarante ans, la part des agriculteurs dans l'emploi a fortement chuté, passant de plus de 7 % en 1982 à seulement 1,5 % en 2019. Dans le même temps, l'âge moyen des agriculteurs exploitants a également beaucoup évolué. Alors que la profession comptait plus de 7 % de jeunes (15-24 ans) au début des années 1980, cette part est aujourd'hui tombée à 1 %, un chiffre nettement insuffisant pour assurer le renouvellement des générations dans le secteur agricole.

Écrit par le 3 juillet 2026

Agriculteur : un métier en péril ?

Évolution de la part des agriculteurs exploitants dans le total des emplois et démographie de la profession



Source : Insee



De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 3 juillet 2026

Manifestation des agriculteurs : l'A7 et l'A9 encore fermés dans le sens Sud-Nord



Suite aux manifestations des agriculteurs, la préfecture de Vaucluse prévient que de nouvelles actions seront menées ce jeudi 25 janvier sur les axes autoroutiers du Vaucluse et des départements limitrophes.

Dans ce cadre, [les interdictions de circulation déjà mises en œuvre](#) sont reconduites :

- fermeture de l'A7 à partir d'Avignon Nord dans le sens Sud - Nord.
- fermeture de l'A9 à partir de Remoulins dans le sens Sud - Nord.

Dans ces conditions, il est vivement conseillé aux automobilistes d'éviter d'emprunter les autoroutes A7 et A9 compte-tenu des risques de perturbation pouvant intervenir et de différer leurs déplacements autant que possible.

Par ailleurs, les services de la préfecture de Vaucluse invitent les automobilistes à s'informer régulièrement :

- en suivant les réseaux sociaux de la préfecture @prefet84 et des autoroutes A7 et A9 ;

Ecrit par le 3 juillet 2026

- en écoutant Radio 107.7 ou France Bleu Vaucluse 100.4 FM

<https://fb.watch/pNcJmSNJXZ/>

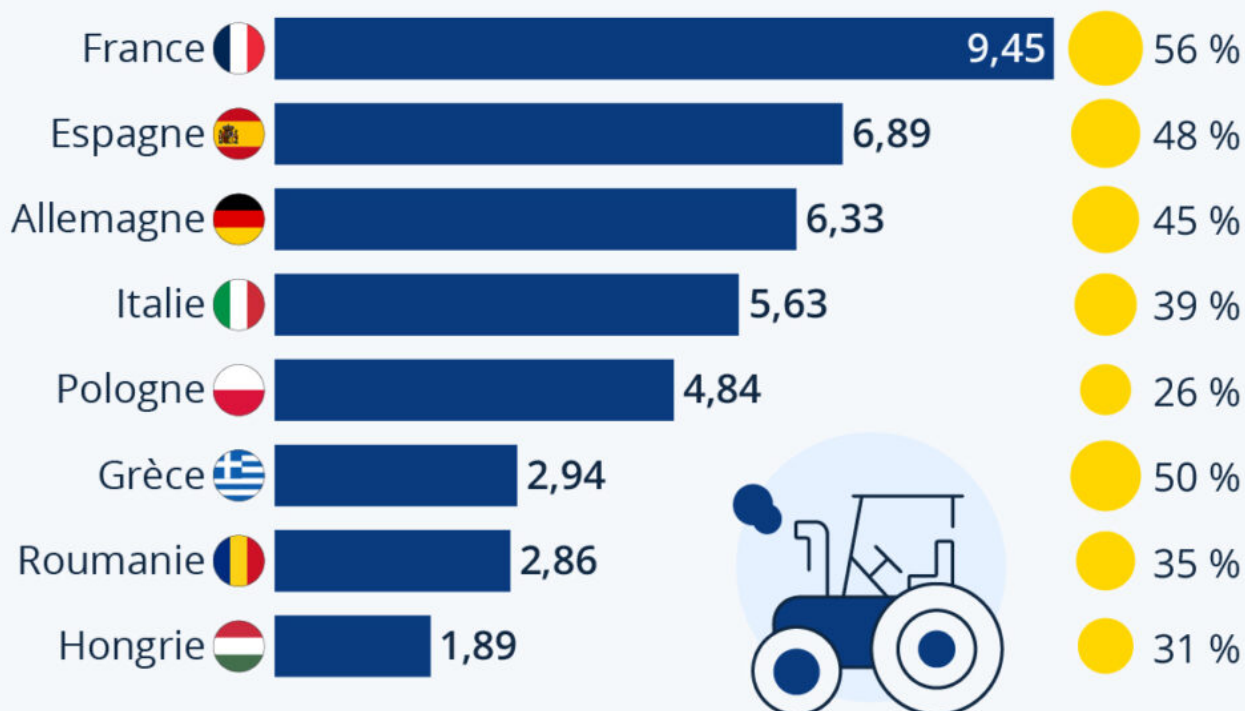
Qui reçoit le plus de subventions agricoles de la part de l'Union européenne ?

Ecrit par le 3 juillet 2026

Qui reçoit le plus de subventions agricoles de l'UE ?

Pays ayant reçu le plus de subventions agricoles de la part de l'UE en 2022, en milliards d'euros

● Part des subventions agricoles dans le total des subventions reçues



Source : Commission européenne



statista

La France est le premier bénéficiaire de subventions agricoles dans l'Union européenne (UE). Selon les évaluations du [tableau de bord du budget de l'UE](#), la France a reçu près de 9,5 milliards d'euros de subventions européennes en 2022, distribués à plus de 400 000 bénéficiaires du [secteur agricole tricolore](#). Comme le montre notre graphique, seuls trois autres pays ont reçu plus de 5 milliards d'euros en subventions agricoles de la part de l'UE au cours de la même année : l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie.

Écrit par le 3 juillet 2026

Ensemble, ces quatre pays représentent environ la moitié de la surface et de la valeur de production agricole de l'UE.

Autre fait marquant : pour ces quatre puissances agricoles européennes, les subventions agricoles représentent autour de la moitié de l'ensemble des aides financières accordées par l'UE. La France arrive en tête avec une part de 56 %, suivie par l'Espagne (48 %), l'Allemagne (45 %) et l'Italie (39 %). D'autres pays de l'UE, comme la Pologne, qui a également reçu près de 5 milliards d'euros de subventions agricoles en 2022, sont subventionnés en premier lieu dans d'autres secteurs économiques.

L'agriculture est un secteur très subventionné en Europe. Au total, près de 243 milliards d'euros ont été budgétés pour les subventions dans l'UE en 2022, dont environ 57 milliards d'euros pour les seules subventions agricoles. Ces subventions, appelées Politique agricole commune (PAC), ont été introduites à l'origine en 1962 comme un outil de garantie pour les [agriculteurs européens](#) contre les fluctuations des prix et les années de mauvaise récolte.

Sur le budget de l'UE de 1 200 milliards d'euros prévu pour les années 2021 à 2027, 387 milliards d'euros sont dédiés à la PAC, dont la majeure partie est consacrée aux aides directes aux agriculteurs qui font preuve de « bonnes pratiques agricoles et environnementales », aux jeunes exploitants, ainsi qu'aux mesures de soutien au marché agricole, dont l'objectif est de répondre aux [perturbations des prix](#).

Mais sachant que l'aide provenant de la [PAC](#) prend essentiellement la forme de paiements liés à la surface agricole, les petites exploitations, parmi les plus vulnérables et pourtant essentielles à l'évolution structurelle de l'agriculture, passent encore en grande partie à travers les mailles du filet. Ainsi, l'une des principales critiques faites à la PAC est qu'une grande part des fonds reste distribuée à de grosses exploitations de [l'agrobusiness](#) qui n'en ont pas forcément le plus besoin.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

60 millions d'euros pour soutenir l'agriculture biologique

Ecrit par le 3 juillet 2026



Un dispositif d'aide à l'agriculture biologique, doté d'une enveloppe de 60 millions d'euros, vient d'être validé par la Commission Européenne. Les agriculteurs ayant subi des pertes économiques importantes ont entre le 16 août et le 20 septembre pour déposer leur demande d'aide.

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire [Marc Fesneau](#) a annoncé le 17 mai dernier le renforcement du plan de soutien à l'agriculture biologique avec la mise en place d'une enveloppe complémentaire de 60 millions d'euros, en plus du fonds d'urgence de 10 millions d'euros. L'objectif est de soutenir les exploitations en agriculture biologique frappées par la crise actuelle de consommation de produits biologiques et ayant subi des pertes économiques importantes.

Ce dispositif d'aide a été validé le 3 août dernier par la Commission européenne et concerne donc les exploitations dont les productions et surfaces sont certifiées en agriculture biologique ou en conversion. L'exploitation est éligible si elle a perçu une perte d'excédent brut d'exploitation en 2022/2023 (dernier exercice clos entre juin 2022 et mai 2023) de 20% ou plus par rapport à la moyenne des exercices comptables clôturés de 2018 et 2019, et si elle a observé une dégradation de la trésorerie en 2022/2023 de 20% ou plus par rapport à la moyenne des exercices comptables clôturés de 2018 et 2019. Le dispositif d'aide devrait compenser jusqu'à 50% de la perte d'excédent brut d'exploitation, et présentera un minimum de 1000€.

Les agriculteurs pourront [déposer leur dossier sur la plateforme dédiée par FranceAgriMer](#) à partir du

Ecrit par le 3 juillet 2026

mercredi 16 août, et ce, jusqu'au mercredi 20 septembre à 14h.

V.A.